N°1389

du 20 NOVEMBRE 2020

Pour la Patrie

L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

JUSTICE P.6

Pour fait de grève observée

La surprise du mea-culpa de l'Association des greffiers

DECENTRALISATION P.4

Pour une bonne gouvernance

Les collectivités territoriales ont leurs outils de gestion des budgets

SANTE P.7

Enquête OPALS

Restitution des conclusions sur la consommation de faux médicaments dans le Yoto

P.3 Performance des projets

LA BANQUE MONDIALE APPRECIE LE TOGO

Mme Hawa Cissé Wagué, Représentante Résidente de la Banque mondiale au Togo

"En plus de la performance et la qualité du portefeuille au Togo, nous devons davantage nous focaliser sur les impacts des projets sur les populations togolaises… ", Mme Hawa Cissé Wagué

P.3 Dans une tendance globale à la baisse sur le continent

Le Togo s'améliore

en «*sécurité*» et «*développement humain*»

P.3 Superficie agricole nationale

Plus de la moitié des sols analysés

soit 1 972 400 ha de terres

Prix: Togo, Bénin, Burkina: **250CFA** Zone CFA: **300 F** Europe et autres pays: **1 euro --- Abonnement:** Contacter **22 61 35 29** / **90 05 94 28**

Théâtre

Institut Français : Médée par les International Players

Médée (ou Medea en anglais) est une tragédie grecque d'Euripide, produite en 431 av. J.-C. Elle traite de la fin de l'histoire de Jason et de Médée, qui ont tous deux fui vers Corinthe après que Médée eut tué Pélias, par amour pour Jason. L'institut français du Togo accueille les International Players regroupant des fonctionnaires internationaux basés à Lomé. Ils ont en commun une passion pour le théâtre en particulier et l'art en général et nous proposent une relecture contemporaine de ce classique de la mythologie grecque. La performance en français et en anglais mixe représentation théâtrale et contenus vidéo. A l'issue de la représentation, les acteurs vous proposeront une discussion autour de la question de la modernité de cette pièce, et de l'actualité des thèmes qu'elle aborde.

20 NOV. / 20H | ENTRÉE : GRATUITE SUR RÉSERVATION PAR APPEL AU 2253 5800

Numérique

Le site internet Congo Check, premier lauréat du Prix francophone de l'innovation 2020

Le Prix francophone de l'innovation 2020 de l'OIF, RFI et RSF est attribué aux trois sites internet Congo Check (RDC), La Maison des Reporters (Sénégal) et Haïti Climat (Haïti). Ce prix récompense chaque année les innovations dans les contenus, dans les usages et dans les modèles économiques et d'organisation qui contribuent à renforcer la liberté de la presse et le droit à l'information des populations, valeurs défendues par les trois partenaires.

Le premier prix de 10 000 euros a été décerné à Congo Check (RDC), site d'information spécialisé en vérification des faits, seule structure francophone du continent africain à être labellisée et reconnue par l'International fact-checking network (IFCN). Composé essentiellement de jeunes journalistes présents dans plusieurs villes de République démocratique du Congo, il a notamment été très actif dans la lutte contre la désinformation pendant l'épidémie d'Ebola et la pandémie du Covid-19.

Le deuxième prix de 6 500 euros a été décerné à La Maison des Reporters (Sénégal), site internet indépendant d'information proposant des enquêtes et des reportages audiovisuels sur des questions de société au Sénégal et dont le modèle économique repose sur le financement participatif, notamment pour la réalisation des enquêtes. Le site propose ses contenus en français et en wolof.

Le troisième prix de 3 500 euros a été décerné à Haïti Climat (Haïti), site internet consacré aux enjeux environnementaux et aux bonnes pratiques en matière d'écologie ou d'agriculture intelligente en Haïti.

Arts plastiques

Abou Dhabi ouvre sa foire d'art contemporain à l'Afrique

C'est une première pour l'Afrique qui voie son art contemporain accueilli par l'émirat. Aux Émirats arabes unis, la foire d'art contemporain d'Abou Dhabi sera cette année 100% virtuelle, histoire de s'adapter au covid-19. Elle s'ouvre en ligne ce jeudi 19 novembre, pour une semaine, avec, pour la première fois, une section consacrée à l'Afrique.

Aux commandes de cette première section africaine à la foire d'art contemporain d'Abou Dhabi, Simon Njami. Célèbre commissaire d'exposition, il s'efforce depuis trente ans de faire connaître les artistes africains sur la scène internationale, et travaille pour la première fois au Moyen-Orient.

" Les collectionneurs locaux ont une sorte de complexe d'Occident. Pour eux, l'Afrique est quelque chose qui n'existe pas vraiment. J'ai accepté d'entrer dans ce projet précisément pour leur dire qu'il serait bon qu'ils regardent ailleurs, là, où des choses un peu nouvelles sont en train de se fabriquer. "

Dans le choix des œuvres, Simon Njami a opté surtout pour des tableaux, plus faciles à présenter en ligne, et à promouvoir auprès des collectionneurs locaux.

L'UNION/RFI

DEPRECIATION DE LA VALEUR EN DOUANE DES VEHICULES ET MARCHANDISES

Jusqu'à *-40%* sur le dédouanement des véhicules et marchandises sous douane en souffrance.
Offre valable jusqu'au *24 décembre 2020*.

#OTR
#AllègementFiscal

AZIMUTS INFOS

Les impacts cachés de la pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19 pourrait avoir des effets notables sur la confiance envers la science, la pollution de l'air et la gestion d'autres épidémies dans le monde.

Comme chacun le sait, en acceptant le principe de causalité, toutes causes induisent une ou généralement plusieurs conséquences dans notre monde complexe. C'est le fameux " effet papillon ". Difficile, voire impossible, est la tâche de toutes les mesurer. Il faut donc s'en remettre à des mesures de l'incertitude et juger par ce qu'on connaît, et rien d'autre. Cela rend les décisions complexes, extrêmement difficiles à prendre. Pour autant, nous ne pouvons-nous fier qu'aux données qui sont en notre possession. C'est le triste sort de notre condition d'être humain. Des mesures ont donc été prises durant cette pandémie et continue de l'être pour éviter d'autres décès. Mais ces mesures, couplées à d'autres états de faits, ont entraîné des conséquences parfois positives et quelquefois négatives. Voyons une liste non exhaustive de ces conséquences grâce à trois papiers récemment publiés dans la revue The Lancet.

La confiance en la science

Dans un éditorial (qui n'est donc pas une étude scientifique), le journal The Lancet compare la pandémie à un test de stress pour la science. On s'en souvient, la prestigieuse revue s'est retrouvée au cœur d'une monstrueuse polémique qui porte désormais le nom de LancetGate suite à la publication d'une étude qui s'est avérée frauduleuse. Cela a constitué une véritable défiance de la part du grand public. On peut peut-être tenter d'esquisser une explication partielle dans le fait que le grand public ne sait pas comment fonctionne la science. Rappelons que 1.400 articles sont retirés chaque année des revues scientifiques pour fraude (volontaire ou involontaire).

La pollution de l'air

Dans une récente étude de modélisation, c'est-à-dire une étude qui prend plusieurs variables du monde réel en compte, les intègre à un modèle mathématique pour faire des prédictions plus ou moins sûres, des chercheurs suggèrent que la baisse de la concentration de particules fines dans l'air ambiant, associée au confinement, va permettre d'éviter 62.000 à 328.000 morts prématurées en Chine et 11.000 à 33.000 en Europe.

D'autres conséquences ?

Comme nous le disions en début d'article, prétendre être exhaustif sur l'ensemble des conséquences des mesures est un mensonge. Néanmoins, des conséquences graves sur le nombre de morts du paludisme en Afrique pourraient être à redouter, notamment à cause de la pénurie des médicaments antipaludiques occasionnée - pour aucune raison scientifique valable, rappelons-le - par la pandémie de la Covid-19.

L'UNION
Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses
Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC
Siège: Wuiti - Nkafu
Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28
e-mail: patrie006@yahoo.fr
Casier N° 60 / M.P.
Impression
Groupe de presse L'Union
Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON
Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI
Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Service photographie
Roland OGOUNDE
Dessin-Caricature
LAWSON Laté
Graphisme
Guillaume BOGLA

Performance des projets

LA BANQUE MONDIALE APPRECIE LE TOGO

"En plus de la performance et la qualité du portefeuille au Togo, nous devons davantage nous focaliser sur les impacts des projets sur les populations togolaises... ", Mme Hawa Cissé Wagué

Jean AFOLABI

Une revue virtuelle et conjointe gouvernement-Banque mondiale (BM) de la performance des projets et programmes sur financement BM a eu lieu les 17 et 18 novembre 2020 à Lomé. Présidée par le ministre Sani Yaya de l'Economie et des finances, la revue de portefeuille a permis de discuter de la performance des projets, des défis et contraintes auxquels ils font face, mais surtout de faire un zoom sur les résultats enregistrés aussi bien dans le Cadre de Partenariat Pays qu'au niveau des projets financés par la Banque mondiale au Togo.

Occasion pour Madame Hawa Cissé Wagué, Représentante Résidente de la Banque mondiale au Togo, de souligner les efforts conjugués par les équipes de projets, celle de la Banque mondiale et les autorités togolaises pour conduire avec succès les activités programmées au cours de l'année fiscale écoulée en dépit des contraintes imposées par la pandémie du coronavirus. «*La principale leçon que je tire de cette période difficile de la COVID-19, c'est notre résilience face aux difficultés et notre capacité d'adaptation aux chocs quels qu'ils* soient», affirme-t-elle. «*En plus de la performance et la qualité du portefeuille au Togo, nous devons davantage nous focaliser sur les impacts des projets sur les populations togolaises afin d'améliorer l'accès des communautés aux services de base et sortir les ménages de la pauvreté*».

«*La Banque mondiale accompagne le Togo dans sa volonté de mettre en place les conditions pour une croissance inclusive et durable tirée par un secteur privé plus dynamique et des politiques, des investissements et des services publics plus efficaces*», a indiqué pour sa part le ministre de l'Economie et des finances. Et de saluer l'alignement des interventions de la Banque sur les priorités du gouvernement déclinées dans le Plan National de Développement (PND 2018-2022) et la nouvelle feuille de route, vision 2020-2025.

Pour rappel, la revue du portefeuille du 29 janvier 2020 avait révélé que 15 projets dont un appui budgétaire était en cours de mise en œuvre, pour un financement total de 460 millions USD, soit environ 227 milliards de francs Cfa. Les dons représentaient 63% de cette enveloppe et le ratio de décaissement était de 22,4%. Par ailleurs, la Banque mondiale a fortement soutenu le Togo dans la gestion de cette pandémie, à travers trois opérations d'urgence pour un montant de 84,95 millions de dollars, soit 50,97 milliards de francs, dans les domaines de la santé, de l'éducation et une opération d'appui aux réformes. A ces nouvelles opérations s'ajoute la restructuration de certains projets en cours pour financer des activités d'urgence de prévention contre la COVID-19, indique un communiqué officiel. Et le ministre Sani Yaya de pointer : «*Il nous faut examiner, sans complaisance, les insuffisances qui ont été constatées et les résoudre sans délai afin de parvenir à un taux d'exécution financière de 100% des projets bien avant la date de clôture*».

Mme Hawa Cissé Wagué, Représentante Résidente de la Banque mondiale au Togo

A noter que le portefeuille du Togo se compose de 20 projets dont 12 projets nationaux, 2 fonds fiduciaires et 6 projets régionaux pour un engagement total de 648 millions de dollars, soit plus de 359 milliards de francs. L'un des résultats à atteindre, pour le ministre Sani Yaya, est d'améliorer le niveau de décaissement, le portant notamment de 22% en fin juin 2019 à 37% au 30 juin 2020. Même s'il a connu une hausse non négligeable.

Superficie agricole nationale

Plus de la moitié des sols analysés soit 1 972 400 ha de terres

La carte de fertilité des sols, lorsqu'elle est réalisée, permet de réaliser par zone une carte des cultures, d'améliorer les rendements et la productivité des cultures végétales, et aux agriculteurs de connaître les caractéristiques de leur sol afin d'adapter le type de culture et les engrais spécifiques qui conviennent. «*Le sol étant le soubassement de toute production agricole, une bonne connaissance de son état de fertilité et la disponibilité des informations de qualité sur leurs caractéristiques sont déterminantes pour assurer une amélioration des rendements et de la productivité agricole*», rappelle si bien un document officiel du ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural présenté au conseil des ministres ce 18 novembre 2020. La carte de fertilité est donc un outil de planification. C'est donc en toute utilité que le gouvernement a initié le projet d'élaboration de la carte de fertilité des sols agricoles du Togo depuis 2016.

En 2017, la phase pilote a concerné les sites des agropoles à travers les cinq régions du pays, avec l'appui technique et financier de la Fondation OCP et du Projet de développement des agropoles du Togo. L'élaboration des cartes de fertilité avait été étendue à toute la région des Savanes en 2018, avec l'appui de la FAO et de la Fondation OCP, puis aux régions de la Kara et Centrale en 2018 et 2019, avec l'appui financier du Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV) de la Présidence de la République togolaise et de la Fondation OCP. En ce temps, le projet avait permis d'échantillonner 1 813 000 ha, soit

Des échantillons de sol pour l'analyse

50,46% du territoire national togolais, et de générer quatre cartes thématiques pour les régions des Savanes et de la Kara. Les résultats d'analyses avaient permis de formuler des recommandations en unités fertilisantes pour 9 et 12 cultures majeures, respectivement pour les Savanes et la Kara.

«*A ce jour, 1 972 400 ha de terres sont analysés (soit 55% de la superficie agricole nationale) dont 1 192 200 ha sont cartographiés, représentant 33,18% des terres agricoles nationales*», annonce le gouvernement à l'issue du conseil des ministres.

L'analyse des sols consiste à en prélever des échantillons et les conditionner. Une fois cette étape franchie, les prélèvements sont transportés au laboratoire «Sol-Eaux-Végétaux-Engrais» de la Direction des Laboratoires de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (DL/ITRA) où ils sont enregistrés, séchés, tamisés et broyés. Dans le cadre de l'élaboration de la carte de fertilité des sols agricoles du Togo, cinq paramètres de fertilité à savoir l'acidité (pH), la matière organique (MO), le phosphore assimilable (P), le potassium échangeable (K) et la salinité (conductivité électrique, CE) du sol sont déterminés. La MO est estimée à partir de la détermination du carbone du sol. La mesure du pH est effectuée sur une suspension de rapport sol/eau = 1/2,5 à partir de la terre fine ; la matière organique a été déterminée via le carbone par la méthode de WALKLEY et BLACK ; le phosphore assimilable est déterminé par la méthode de OLSEN-DABIN ; le potassium échangeable est extrait à l'acétate d'ammonium et la salinité est déterminée dans une suspension de rapport sol/eau = 1/5. Le volume d'analyse journalier est de 100 échantillons pour le pH et CE, 80 pour le P et K et 60 pour la MO.

Les sols perdent leur fertilité progressivement sous l'effet de l'érosion hydrique et de l'érosion éolienne, dues aux activités humaines qui fragilisent et mettent à nu les sols.

Dans une tendance globale à la baisse sur le continent

Le Togo s'améliore en «*sécurité*» et «*développement humain*»

Late Pater

C'est l'image du pays de Faure Gnassingbé que vient de projeter l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG), édition 2020. Les résultats ont été rendus publics le 16 novembre 2020. Et quatre grandes catégories d'indicateurs fournissant des mesures quantifiables des dimensions fondamentales de la gouvernance ont été retenues pour l'évaluation de l'année en cours : la sécurité et l'état de droit, la participation et les droits humains, le développement économique durable et le développement humain.

Sur le continent africain, la gouvernance connaît une tendance globale à la baisse. Le score moyen africain de 2019 pour la gouvernance globale a chuté de -0,2 point, enregistrant la première détérioration du score d'une année sur l'autre depuis 2010. Cette récente baisse est déclenchée par la détérioration des performances dans trois des quatre catégories de l'IIAG : participation, droits et inclusion, sécurité et règle du droit et du développement humain. Les progrès avaient déjà ralenti depuis 2015. Cependant, au cours de la décennie, la performance globale de la gouvernance a légèrement progressé et, en 2019, 61,2% de la population africaine vit dans un pays où la gouvernance globale est meilleure qu'en 2010.

L'indice 2020 révèle que le Togo, lui, s'est démarqué avec une 25ème position sur les 54 pays du continent en matière de bonne gouvernance, enregistrant ainsi un total de 50,1 points sur 100. Il enregistre 5 places de plus par rapport au classement 2018. Sa marge de progression est de 4.8 par rapport à la décennie 2010 à 2019. Le Togo a réalisé des progrès qualitatifs, particulièrement dans les catégories «sécurité» et «développement humain» qui prend en compte des indicateurs liés à la santé, l'éducation, la protection sociale et le cadre de vie. Sans oublier les domaines de l'état de droit, la participation et les droits humains, le développement économique durable.

Selon la Fondation Mo Ibrahim, le Togo demeure l'un des pays les plus sûrs, stables et sécurisés d'Afrique alors que sévissent, tout autour, l'insécurité, au terrorisme et à l'extrémisme violent. Et d'après Camilla Rocca, qui dirige l'ensemble des analystes chargés de la réalisation de l'Indice et cité par l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, seuls huit pays ont réussi à progresser dans les quatre catégories. Il s'agit de l'Angola, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, Madagascar, les Seychelles, le Soudan, le Tchad et le Togo.

Cette publication de la Fondation du milliardaire anglo-soudanais Mo Ibrahim confirme les récentes réformes opérées par le gouvernement et déjà prises en compte par des récents rapports des grandes institutions régionales et internationales d'évaluation des politiques publiques.

Tribune cosignée par un Conseiller de Faure Gnassingbé

Investir dans les infrastructures pour limiter l'impact de la Covid-19 en Afrique

Le plein effet de la pandémie de Covid-19 sur les populations et les économies africaines reste à déterminer. Mais à mesure que les conséquences se font sentir, les gouvernements, la société civile et le secteur privé peuvent amortir le choc, pour peu qu'ils agissent avec détermination. Le déploiement en temps utile de capitaux publics et privés dans des projets d'investissement durables et à long terme peut stimuler les efforts d'industrialisation, créer des emplois et atténuer l'effet le plus meurtrier du virus : la pauvreté.

La baisse prévue du PIB africain - la première récession en 25 ans - est principalement due aux restrictions et aux retards dans le commerce international résultant de la pandémie de Covid-19. L'importance du commerce transfrontalier pour l'Afrique ne peut être sous-estimée, comme en témoigne l'impressionnante volonté politique à l'échelle du continent qui a présidé au lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). L'ampleur de l'exposition de l'Afrique au commerce mondial mérite d'être rappelée : la facture des importations alimentaires du continent, bien supérieure à 35 milliards de dollars, devrait atteindre 110 milliards de dollars d'ici 2025. Selon les statistiques de la BCEAO, la facture des importations de biens de consommation du Togo s'est élevée à 704 millions de dollars rien qu'en 2019, dont près de 56% ont été consacrés aux importations de denrées alimentaires.

Parallèlement, les matières premières brutes représentent plus de 70% des exportations africaines, un chiffre encore plus élevé dans la région de l'UEMOA à laquelle appartient le Togo. En conséquence, la pandémie a eu le double effet d'augmenter les coûts d'importation des produits finis tout en réduisant le flux des exportations de matières premières. Les répercussions de ces effets sur le commerce commencent seulement à se faire sentir, notamment sur la sécurité alimentaire. Les politiques protectionnistes réactionnaires visant à empêcher les exportations de produits de base - employées ouvertement et subrepticement par les gouvernements d'Europe et d'Asie envers l'Amérique du Sud et l'Afrique - ne font qu'empirer les choses.

Selon la Banque mondiale, la production agricole en Afrique pourrait se contracter de 2,6 à 7% si les blocages commerciaux persistent. Il est clair qu'une réduction de l'activité et de la production agricoles aggraverait la spirale descendante en Afrique subsaharienne, où quelque 60% de la main-d'œuvre est directement impliquée dans l'industrie.

Quelle solution proposer à un continent qui dépend de l'exportation de produits de base et qui est menacé par la réduction de la demande de produits agricoles bruts, le protectionnisme et la démondialisation en général ? Le commerce intra-africain et la Zlecaf, de toute évidence. Toutefois, pour que le commerce intra-africain soit la panacée, le déficit d'infrastructures et le taux d'industrialisation de l'Afrique doivent s'améliorer de façon spectaculaire. Le Togo a de longue date une industrie commerciale florissante axée sur la capitale Lomé, et le gouvernement a fait du développement des infrastructures industrielles un principe fondamental de son plan national de développement 2018-2022. En août 2020, le gouvernement a annoncé le lancement de la construction de la plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), qui accueillera des entreprises de transformation et de fabrication allant de l'industrie alimentaire et des boissons à celle des produits pharmaceutiques et de l'habillement. Des projets comme la PIA, un partenariat public-privé entre les plateformes industrielles intégrées d'Adétikopé (ARISE IIP) et la République togolaise, peuvent à la fois lutter contre l'insécurité alimentaire en augmentant la capacité de production locale et équilibrer le déficit commercial en exportant des produits transformés et finis.

Depuis des années, on entend des appels pressants aux investissements dans l'industrie, l'énergie et les infrastructures de transport en Afrique, mais le temps presse. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est un gouvernement innovant désireux d'attirer des capitaux d'investisseurs agiles comme ARISE IIP. Les investissements privés dans les infrastructures agricoles africaines comme celui-ci non seulement créeront les emplois directs et indirects si nécessaires aujourd'hui, mais représentent aussi peut-être les rendements à long terme les plus sûrs dans un contexte économique mondial instable. Rien n'est plus sûr pour la prochaine décennie que le puissant potentiel de la jeunesse et de l'agriculture africaines.

Publiée ce 16 novembre 2020 par Shegun Adjadi Bakari et Alain Saraka***

TdE SOCIETE TOGOLAISE DES EAUX

COMMUNIQUE

DE LA SOCIETE TOGOLAISE DES EAUX

****

Consciente de l'importance de l'eau potable dans le respect des gestes barrières en cette période de crise sanitaire liée au coronavirus, la Société Togolaise des Eaux (TdE) a suspendu **les opérations de coupure des abonnés redevables depuis avril 2020**.

La TdE informe son aimable clientèle qu'elle reprend les opérations de coupure sur toute l'étendue du territoire national, à compter **du mois de novembre 2020**, en vue d'assurer la pérennité du service d'eau potable.

Par conséquent, elle invite les clients redevables à solder leurs impayés dans les meilleurs délais, afin d'éviter tout désagrément lié à la suspension de la fourniture d'eau.

Par ailleurs, dans le cadre du respect des mesures barrières, la TdE exhorte sa clientèle à privilégier les moyens de paiement électroniques, notamment :

- **TMoney**
- **Flooz**
- **Ecobank MOBILE**
- **Eco CCP**

« Ensemble, préservons l'eau, source de vie »

Lomé, le 17 novembre 2020

La Direction Générale

Décentralisation et bonne gouvernance / A l'intention des 117 communes

Les collectivités territoriales ont leurs outils de gestion des budgets

Jean AFOLABI

Les outils opérationnels d'aide à l'élaboration des budgets, à la collecte des recettes ainsi que les procédures de dépenses des collectivités territoriales ont fait l'objet de validation au cours d'un atelier mardi à Lomé. Placée dans le cadre des réformes initiées par le gouvernement, l'occasion a permis de relancer la reprise des activités du Groupe de

Mongo Aharh Kpessou, à l'ouverture de l'atelier de Lomé.

Travail sur les réformes dans le domaine des Finances Locales (GT FL), a noté Aharh Mongo Kpessou, Secrétaire permanent chargé des reformes.

Pour améliorer le cadre juridique qui encadre l'élaboration et l'exécution des budgets des communes, il est souligné que trois (3) textes importants ont été pris aussitôt après la mise en place des nouveaux conseils élus en octobre 2019. Il s'agit : du décret 2020-04 du 05 mars 2020 portant régime financier des collectivités territoriales ; de l'arrêté interministériel n°2019-05 du 02 décembre 2019 portant nomenclature budgétaire des collectivités territoriales ; et de l'arrêté interministériel n°2020-03 du 28 janvier 2020 portant modalités de présentation des budgets des collectivités territoriales.

Afin de faciliter l'application par les communes des dispositions de ces textes, le Secrétariat Permanent pour le Suivi des Politiques de Reformes et des Programmes Financiers (SP-PRPF), à travers le Groupe Technique sur les Finances Locales, a reçu l'appui du Programme décentralisation et gouvernance locale de la GIZ, programme cofinancé par la coopération allemande et l'Union européenne. Ce financement a permis l'élaboration de quatre outils. Et M. Mongo Kpessou de citer : un recueil des documents qui accompagnent les budgets des communes ; une application Excel pour l'élaboration des budgets ; un lexique de la nouvelle nomenclature budgétaire ; et une version révisée du guide des contribuables.

Officiellement, l'élaboration desdits outils vise à résoudre des difficultés et dysfonctionnements constatés dans la gestion budgétaire des communes du Togo. Ainsi, fait-il noter que le lexique permettra aux agents municipaux, chargés de l'élaboration des budgets des communes, d'avoir une compréhension commune des libellés du budget et aux maires de mieux communiquer sur les lignes budgétaires ; que l'application Excel permettra d'éviter des erreurs de calcul dans l'enregistrement des données, tout en facilitant la vérification de l'équilibre du budget en ressources et dépenses ; que le recueil facilitera une présentation complète et conforme du budget des communes ; et que le guide des contribuables actualisé, permettra à tous les acteurs de la fiscalité locale, de disposer d'un outil performant de sensibilisation au civisme fiscal.

Reste à mettre les nouveaux outils à la disposition des 117 communes du Togo, afin de renforcer les connaissances des acteurs communaux en vue de l'élaboration des budgets 2021. Le Secrétariat Permanent pour le Suivi des Politiques de Reformes et des Programmes Financiers (SP-PRPF) s'engage quant à son suivi rigoureux à cet effet.

Avec la nouvelle donne de décentralisation

Les maires dans une collaboration active pour sauver l'environnement

Jean AFOLABI

Ouverture des carrières, gestion de certains déchets, aménagement des espaces verts et autres. Voici autant de soucis pour lesquels le ministère de l'Environnement et des ressources forestières se démènent comme un beau diable. Ajouté au fait que les opérations forestières se font beaucoup plus dans les villages et cantons, malheureusement souvent émaillées de fraudes en dépit des autorisations de coupe demandées. C'est l'intérêt d'une rencontre organisée la semaine dernière par ce ministère à Atakpamé, 160 km au nord de Lomé, rencontre appuyée par la Banque mondiale à travers le projet REDD+. Pendant deux jours, directeurs généraux, centraux, régionaux et juristes du ministère ont recherché et retenu la meilleure stratégie de déploiement du personnel de manière à couvrir plus efficacement les 117 communes du Togo.

L'idée est d'amener les premiers responsables du ministère de l'Environnement à réfléchir sur la meilleure stratégie de déploiement de son personnel en lui dotant de moyens adéquats, affirme-t-on. Et d'asseoir davantage la présence du ministère

Impliquer les maires pour sauver l'environnement

sur toute l'étendue du territoire Ce qui amène à penser que «*…l'avènement de la décentralisation sanctionné par l'élection des maires est une aubaine pour le ministère de l'Environnement et des ressources forestières qui trouve des partenaires sûrs pour une collaboration active dans la gestion rationnelle des ressources forestières et l'amélioration du cadre de vie des populations à la base*».

Selon la nouvelle donne du gouvernement, le ministère de l'Environnement et des ressources forestières est attendu au niveau du programme 35 qui est une réponse aux risques climatiques majeurs et le 36, relatif à la mobilité verte. Quant à la réforme que le ministère doit opérer, elle vise à contribuer efficacement à l'action gouvernementale à travers la législation environnementale. «*Cette nouvelle dynamique pour être efficace nécessite des réflexions approfondies comme celles tenues à Atakpamé dont les résultats attendus seront de faire un meilleur choix des stratégies proposées en termes de déploiement du personnel et du matériel dans les 117 communes*», souligne le ministère de l'Environnement. Il sera également question pour ce département de définir clairement les missions de ce personnel pour la réussite de ce partenariat dans le respect des lois sur la décentralisation et Cadre sur l'environnement.

A l'issue des travaux, indique la cellule de communication de ce département, les participants ont recommandé de mettre en place une représentation du ministère de l'Environnement dans chacune des communes du pays, de procéder au recrutement des agents pour couvrir toutes les communes, de renforcer les capacités techniques et matérielles de ces représentations et d'harmoniser les appellations des unités déconcentrées du ministère dans les régions.

FOOTBALL/ELIM CAN 2021

La CAF se félicite de la reprise des compétitions

La Confédération Africaine de Football (CAF) s'est félicitée, mercredi, de la tenue des matches des 3e et 4e journées des Eliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2021 qui se sont disputés entre les 12 et 17 novembre 2020, dans un contexte sanitaire tendu.

Hervé A.

" *Le plan de reprise du jeu, mis en place par la Confédération Africaine de Football, repose sur un système de dépistage rigoureux, et un effort intense en matière de sûreté et de sécurité. Un effort collaboratif important, à l'échelle du continent, ainsi que de nombreuses formations en ligne, ont permis de préparer l'ensemble des acteurs à la reprise de l'activité sportive professionnelle* ", indique le communiqué de l'instance.

Ce plan a prouvé toute son efficacité puisque l'ensemble des 48 matches prévus dans le cadre des éliminatoires de la CAN Total Cameroun 2021 a pu avoir lieu dans des conditions sanitaires optimales.

Cependant, note la CAF, dans l'optique de maintenir un haut niveau de performance, dressera un diagnostic de ce premier dispositif dans l'objectif de l'améliorer encore. Ainsi, les autres échéances (CHAN Total Cameroun 2020, compétitions interclubs 2020-2021 et les dernières journées de qualification de la CAN Total Cameroun 2021) pourront également en bénéficier.

" *Le protocole mis en place par la CAF est exigeant, et bénéficie de ce qui est appliqué sur notre continent mais aussi dans le monde. Il est essentiel de garantir la sécurité de toutes les personnes concernées, sur et autour du terrain. Surtout durant ces temps difficiles où la pandémie demeure une menace, avec des pays qui font face à une 2e vague. Le football a pu reprendre ses droits sur les stades avec une réussite incroyable : 100 % des matches prévus* ", a déclaré le Président de la CAF, M. Ahmad.

Le Togo n'y arrive plus

A ce jour, quatre équipes sont d'ores et déjà qualifiées : l'Algérie, le Sénégal, le Mali et la Tunisie.

Le Togo, a, lui, définitivement hypothéqué ses dernières chances de rester dans la course à la qualification pour la phase finale de la compétition en se faisant battre, mardi, à domicile, par l'Egypte 1-3. Et pourtant ce sont les hommes de Claude Le Roy qui se sont créés la première opportunité après 10 minutes. Kodjo Laba a contourné le capitaine égyptien Ahmed Hegazy pour affronter Mohamed Elshennawy, mais son tir a raté le cadre de peu. Deux minutes plus tard, Gilles Sunu a tenté sa chance sur une tête qui passe au large.

Hegazy aurait pu marquer contre son propre camp si El Shenawy n'avait pas stoppé le coup de tête manqué au quart d'heure de jeu. Mais ce sont les visiteurs qui ont pris les devants après 18 minutes. Le dégagement défensif du Togo a trouvé Afsha qui a tranquillement contrôlé le ballon et s'est imposé face à Malcom Danjuma pour porter le score à 1-0 pour l'Egypte.

El Shenawy était à nouveau là pour sauver les Pharaons quand il s'est levé pour refuser la tête de Sunu sur le centre de Matthieu Dossevi. El Shenawy est passé de gardien de but à meneur de jeu, lorsque sa longue passe de la surface de réparation égyptienne a retrouvé Mohamed Sherif de l'autre côté du terrain qui a inscrit le deuxième but des visiteurs après 34 minutes.

Le Togo est revenu plus fort et aurait pu réduire le déficit trois minutes après la pause lorsque le premier tir de Dossevi est passé à côté. Mais c'était bientôt 3-0 pour les visiteurs. Une autre longue passe derrière la défense togolaise, cette fois de l'arrière gauche Ayman Ashraf, a trouvé Trezeguet qui a logé le ballon derrière Barcola Malcom permettant à l'Egypte d'être sur la voie de la victoire à l'extérieur.

El Shenawy, encore lui, a stoppé une nouvelle fois Kodjo Laba après 63 minutes. Sa barre transversale était là à la rescousse à cinq minutes du terme du match, lorsque Mahmoud Hamdy, qui a inscrit l'unique du but du match aller, aurait pu cette fois marquer dans son propre filet.

Dans le temps additionnel, c'est Doké Josué a repris un ballon qui a rebondi après un corner pour réduire le score à 3-1.

Avec un point pris en 4 matches, loin derrière l'Egypte (8 pts), les Comores (8 pts) et le Kenya (4 pts), le Togo a définitivement dit adieu à une possible qualification pour la phase finale de la CAN 2021.

SENEGAL/ TOURNOI DE QUALIFICATION DES U20

Antonio Souaré veut en faire une réussite

La zone A de l'Union des fédérations ouest-africaines de football (UFOA) veut faire du tournoi des U20, qui ouvre la qualification à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de la catégorie, "une réussite à tous les niveaux", a déclaré son président, le Guinéen Antonio Souaré, dans un entretien avec l'APS.

" *Nous avons eu à tenir deux tournois majeurs des U20 à Conakry en novembre dernier, et le tournoi des dames en février, en Sierra Leone. Ces deux compétitions ont été des succès à tous les niveaux* ", a soutenu M. Souaré.

Il estime que le tournoi, qui va démarrer ce vendredi, à Thiès (ouest), doit également connaître le succès.

Antonio Souaré dit vouloir écrire à la Confédération africaine de football, pour qu'elle autorise l'organisation du tournoi devant un public réduit en raison de la pandémie de Covid-19.

" *Ce serait positif quand même de permettre aux populations de Thiès de pouvoir suivre ce tournoi* ", a-t-il dit. Le président de l'UFOA estime que les autorités sanitaires sénégalaises et de la sous-région ont réussi à bien juguler la pandémie de Covid-19.

Antonio Souaré assure que les mesures nécessaires seront prises pour éviter la propagation de la pandémie. Il dit espérer recevoir des avis favorables des autorités sénégalaises et de la CAF. "*Toutes les mesures seront respectées et nous serons intransigeants à ce sujet*", a-t-il promis, disant s'attendre à des matchs intéressants sur le terrain.

Toutes les équipes ambitionnent de se qualifier en phase finale de la CAN des U20, on s'attend donc à de belles rencontres de football, a-t-il ajouté. Le tournoi va démarrer vendredi, à Thiès, avec le match Sénégal-Sierra Leone, deux pays qui partagent la même poule avec la Gambie.

La poule B réunit le Mali, champion d'Afrique en titre, la Guinée, la Mauritanie et la Guinée-Bissau.

ANGLETERRE

Pep Guardiola prolonge à Manchester City !

Durant de nombreuses semaines, le futur du coach espagnol chez les Citizens était fortement remis en question. Au final, le Catalan va bel et bien poursuivre l'aventure dans le nord-ouest de l'Angleterre.

Recruté par Manchester City en 2016 alors qu'il sortait d'une expérience de trois ans au Bayern Munich, Pep Guardiola (49 ans) entretenait le suspens concernant son avenir chez les Citizens. Libre de tout contrat en juin prochain, l'ex-coach du FC Barcelone se voyait reprocher son incapacité à mener City sur le toit de l'Europe, et ce malgré deux Premier League, trois Carabao Cups, une FA Cup et deux Community Shields glanés.

A Barcelone, là où Guardiola a acquis ses lettres de noblesse en tant qu'entraîneur, certains espéraient alors un retour au bercail à l'occasion de l'élection du nouveau président culé. Un espoir réduit à néant par le principal intéressé. " *Je l'ai dit à de nombreuses reprises, ma période comme entraîneur de Barcelone est terminée. Je pense que dans la vie, on ne doit faire les choses qu'une fois* ", déclarait le Catalan le 31 octobre dernier.

Depuis, des signaux positifs concernant une prolongation ont été aperçus en provenance des bureaux de l'Etihad Stadium. " P*ep et moi avons une compréhension très claire de ce qui est bon pour le club et de ce qui ne l'est pas. Nous avons un alignement clair en termes de vision de l'avenir et de ce que nous voulons en termes de succès pour le club*", indiquait le boss de City, Khaldoon Al Mubarak.

La presse anglaise emboîtait le pas en évoquant un nouveau bail de longue durée jusqu'en 2025. Une information désormais officialisée par le club en des termes très clairs. " *Manchester City est heureux d'annoncer que Pep Guardiola a signé un nouveau contrat de deux ans avec le club* ", a indiqué la formation anglaise. Alors qu'un contrat de cinq ans était évoqué, Guardiola a finalement paraphé un bail de deux ans.

Un nouveau record à Tokyo

Mauvais hasard du calendrier. La ville de Tokyo a enregistré mercredi 18 novembre son plus grand nombre de cas de COVID-19 depuis le début de la pandémie, le jour même où Thomas Bach a quitté la capitale japonaise au terme d'une visite entamée dimanche dernier.

Selon les autorités japonaises, la capitale a recensé 493 nouveaux cas, dépassant le précédent record (472 cas), établi le 1er août 2020. Le Japon connaît une nouvelle vague de la pandémie depuis quelques semaines.

L'augmentation enregistrée mercredi, en forte hausse par rapport à la veille (293 cas), inquiète les autorités alors que le pays se prépare à un weekend de trois jours. Le Japon a enregistré 120 815 cas depuis le début de la crise sanitaire, pour un total de 1 913 décès.

Pendant sa visite de quatre jours, la première depuis le début de la pandémie, Thomas Bach a exprimé sa confiance quant au bon déroulement des Jeux de Tokyo. Il a suggéré que les épreuves pourraient se dérouler devant des spectateurs, mais que leur nombre serait peut-être réduit. Le chemin semble encore long.

La NBA ne laissera pas partir tout le monde

La NBA a dévoilé mercredi 18 novembre le calendrier et le format de sa prochaine saison. Ils n'empêcheront pas la présence aux Jeux de Tokyo des joueurs, américains et étrangers, de la ligue nord-américaine.

Mais certains d'entre eux pourraient être contraints de renoncer au tournoi olympique. Comme déjà annoncé, la saison 2020/2021 débutera le 22 décembre. Chaque équipe disputera 72 matches pendant la phase régulière, dont 42 contre des franchises de la même conférence. La NBA observera une coupure de six jours pendant la semaine du All-Star (5 au 10 mars 2021).

Les plays-offs débuteront le 22 mai. Les finales pourraient s'étirer jusqu'au 22 juillet en cas de rencontre décisive. La saison pourrait donc se terminer à la veille de l'ouverture des Jeux de Tokyo (23 juillet au 8 août 2021).

Pour les joueurs des deux équipes finalistes, une présence aux Jeux de Tokyo s'annonce très compromise. Même chose pour les joueurs étrangers concernés par les derniers tournois de qualification olympique, puisqu'ils sont prévus du 29 juin au 4 juillet. Ils distribueront les quatre derniers billets pour la compétition masculine.

Les Emirats arabes unis restent suspendus

Pendant la crise sanitaire, les travaux continuent pour le Tribunal arbitral du sport (TAS). Ils ne marquent pas de pause. La juridiction installée à Lausanne annonce avoir rendu son verdict dans le différend entre la Fédération équestre internationale (FEI) et la Fédération des Emirats arabes unis d'équitation. Il est favorable à la première.

L'instance des Emirats reste donc suspendue jusqu'à la fin du mois de décembre. Rappel des faits. En septembre dernier, la FEI a annoncé sa décision de suspendre la Fédération d'équitation des EAU, à la suite d'une enquête sur deux événements nationaux d'endurance organisés en janvier et février 2020, la Coupe du Sheikh Mohammed et la Coupe du Président.

Ces deux compétitions auraient dû avoir le label d'épreuves d'endurance internationales, car leur nombre d'athlètes étrangers dépassait de loin le quota autorisé pour les événements nationaux. La FEI a donc sanctionné sa fédération membre, en lui infligeant une suspension jusqu'à la fin de l'année, suspension étendue jusqu'au 31 mars 2021 pour la discipline de l'endurance.

La Fédération des EAU a décidé de faire appel devant le TAS. Un appel rejeté. Toutes les compétitions équestres restent donc interdites dans les Emirats arabes unis, et les cavaliers du pays ne peuvent pas être engagés dans des concours, où qu'ils aient lieu dans le monde.

En revanche, le TAS ne mentionne pas dans son verdict le cas particulier de l'endurance, dont la saison devrait pouvoir reprendre début janvier aux Emirats.

Pour fait de grève observée

La surprise du mea-culpa de l'Association des greffiers

Late Pater

Les greffiers de l'AGT

Qu'est-ce qui a pu bien leur arriver entre les deux périodes ? On se souvient encore de ces mouvements de grève pour réclamer les meilleures conditions de travail et de vie. Pendant ces moments chauds en 2017, le Syndicat national des greffiers du Togo (SNGT) dénonçait les conditions de vie et de travail de tous les greffiers du Togo. Une plateforme revendicative avait été dressée, mettant la pression sur l'Exécutif qui était sommé d'adopter en urgence le Statut particulier du greffier togolais. Pour ces garants de la procédure judiciaire, la grève était la réponse adaptée au mutisme du gouvernement. Se disant déterminés à aller au bout de leurs revendications. Et conscient de ce que le mouvement de débrayage devait engendrer des conséquences désastreuses, Me Moïse Akebim s'était permis de s'excuser, par avance, auprès du public togolais.

Le tout, avant de croire à une solution. «*Le gouvernement se préoccupe de notre situation, c'est encourageant. Nos appels ont été entendus. Nous avons bon espoir de trouver une solution à nos revendications*», avait déclaré Bagaza Koriko, le porte-parole des grévistes.

Aujourd'hui, c'est une autre excuse qui est mise en avant. Et ce, à l'occasion du renouvellement du bureau de l'Association des greffiers du Togo (AGT), le 7 novembre 2020. Selon le compte rendu officiel, c'est Me Egbèza Hodabalo, administrateur des greffes, au nom de tous les greffiers du Togo, qui a présenté le mea-culpa des greffiers au gouvernement et aux autorités de tutelle. Dans leur mémorandum de circonstance, ils «*reconnaissent leur tort dans le choix des méthodes et procédures de revendication de l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail et qui ont entrainé des conséquences fâcheuses. Tout en demandant pardon, ils prient l'autorité de mettre un trait sur ce passé en vue d'un nouveau départ. Ils ont conscience de la place du greffier dans l'institution judiciaire et s'engagent, dorénavant, à honorer leur serment qui leur impose, entre autres, la loyauté, la probité, le secret professionnel, l'obligation de réserve et le respect de la hiérarchie*», peut-on lire. Humm !!!

Le nouveau bureau de l'AGT est présidé par Me Aimé Evéléwa Koubou, pour un mandat de trois ans.

Dans un contexte marqué par la pandémie de la COVID-19

Le Salon de l'Epargne et du Patrimoine 2020 se digitalise

L'Agence, une agence de communication, et Ecobank Côte d'Ivoire (www.Ecobank.com) entament la 3ème édition du Salon de l'Epargne, de l'Investissement et du Patrimoine (SEIP 2020), les 25 et 26 novembre prochains. Désormais considéré comme le rendez-vous incontournable de la constitution patrimoniale de tout l'espace UEMOA – Union économique et monétaire ouest africaine, le salon de l'Epargne revient, cette année, avec un nouveau visage : une édition 100% digitale. Le Salon de l'Epargne, de l'Investissement et du Patrimoine est un évènement majeur ayant pour objectif d'apporter de vraies solutions, qui permettront à chacun de sécuriser son avenir et celui de sa famille. Dans un contexte aujourd'hui marqué par la pandémie de la COVID-19, l'épargne reste au cœur de la vie de chaque citoyen ; et les notions d'investissement et de sécurité financière demeurent plus que jamais au cœur de leurs préoccupations.

Lors de ses deux précédentes éditions, le salon de l'Epargne a rencontré un vif succès avec la participation de plus de 3000 visiteurs, 37 conférenciers, et les professionnels les plus prestigieux du monde de la finance. C'est donc fort de ce succès que les organisateurs le réitèrent avec une dimension nouvelle, un salon virtuel où se rencontreront intervenants, participants et public. «*La crise que nous vivons a permis aux entreprises de se réinventer et à chaque personne de se recentrer sur l'essentiel. La crise de COVID-19 nous a permis de comprendre l'importance et la nécessité d'une bonne épargne afin de parer aux difficultés liées à l'absence de trésorerie. Construire son propre cercle vertueux autour de son épargne et de ses investissements, devient une priorité absolue pour qui en comprend la nécessité. Il apparait donc urgent pour chacun d'appréhender et de s'approprier les problématiques financières, abordées à l'occasion de ce salon*», explique Madame Leticia N'cho-Traoré, Directrice de L'Agence et co-organisatrice du SEIP.

«*Le caractère digital de cette 3ème édition s'inscrit dans la politique du groupe Ecobank. Pour nous, la digitalisation facilite l'accès équitable des populations vulnérables à des services financiers innovants et durables. Notre large offre de services bancaires digitaux, permet, aujourd'hui, à tout type de client, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise, de gérer à distance ses finances. Cette année 2020 sera marquée par l'utilisation accrue des produits digitaux par nos clients. Au cours de cette édition virtuelle, vous découvrirez les promesses de la finance digitale, la nouvelle réalité et les innovations pour le bien-être financier de nos populations*», a déclaré Paul-Harry Aithnard, Directeur Général Ecobank Côte d'Ivoire et de la Région UEMOA.

Pour la Maritime et les Plateaux / Retenus pour le compte de la vague 16

700 volontaires nationaux de l'éducation prêtent serment

«Je jure d'accomplir ma mission avec dévouement, humilité, neutralité et professionnalisme, et d'œuvrer à la promotion des actions de développement socio-économique de mon pays… Je le jure !». C'est en ces mots que 700 nouveaux volontaires ont prêté serment ce 17 novembre 2020, au cours d'une cérémonie à Lomé, dans le respect des mesures barrières contre la Covid-19. *En raison de la pandémie de la maladie à coronavirus, ils sont 700 pour le compte des régions Maritime et Plateaux à avoir prêté serment sur les 1400 mobilisés sur toute l'étendue du territoire national pour le compte de la vague 16.*

À Lomé, d'après l'Agence nationale du volontariat au Togo (Anvt), cette cérémonie s'est déroulée dans une ambiance des grands jours et conviviale, en présence de la nouvelle ministre du Développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Mme Myriam Dossou-d'Almeida. «Volontaires nationaux, engageons-nous, volontaires nationaux, engageons-nous, volontaires nationaux, tous engagés pour le développement du Togo!». C'est avec ce crédo du volontariat, entonné par le directeur général de l'ANVT, Omar Agbangba et repris en chœur par les volontaires, que ce dernier a souhaité la cordiale bienvenue aux volontaires nationaux.

Rappelant les objectifs poursuivis par l'agence dans la mobilisation des ressources volontaires, jeunes et dynamiques depuis 2011, M. Agbangba est revenu sur la particularité de mobiliser un important effectif de volontaires nationaux de profil enseignant, depuis l'année 2017. «*L'objectif de l'agence en mobilisant ce profil est de permettre aux écoles publiques et confessionnelles des zones souvent défavorisées en termes d'infrastructures éducatifs, de disposer d'un personnel d'appui jeune et engagé pour la cause d'une éducation de qualité au Togo*», a-t-il avancé.

Au-delà de l'engagement massif des jeunes togolais au service des populations à la base, le volontariat national reste un excellent tremplin d'amélioration du profil des jeunes issus des universités et différentes écoles de formations. Leur engagement au service des communautés, estime l'Anvt, démontre de l'importance qu'ils accordent au développement du pays. Depuis 2011, ils sont 15 176 volontaires nationaux de compétence (VNC), mobilisés en 15 vagues et affectés dans différents secteurs de développement, notamment l'éducation, la santé, le développement communautaire.

«*C'est avec toute la reconnaissance de la nation togolaise que je vous souhaite une bonne mission. Soyez braves, soyez forts et servez le pays comme il faut*», a déclaré la ministre *lors de la remise des kits d'affectations aux nouveaux VNC.*

Il est noté que 700 autres volontaires nationaux mobilisés pour le compte des régions Centrale, de la Kara et des Savanes auront à prêter serment ce vendredi 20 novembre 2020, à la maison des jeunes de Kara.

Au Sénégal / Financée par la Banque africaine de développement

La restauration de l'écosystème du lac de Guiers profite aux riverains

Jean AFOLABI

Après cinq ans de travaux, le Projet de restauration des fonctions écologiques et économiques du lac de Guiers, dans le nord du Sénégal, est arrivé à expiration en 2019. Il a rétabli des conditions optimales de fonctionnement du lac, tout en permettant l'aménagement de la réserve spéciale d'avifaune du Ndiaël, selon les conclusions d'un rapport de la Banque africaine de développement (Bad) publié le 3 novembre dernier. Le projet, qui a bénéficié amplement aux populations riveraines, a été financé à hauteur de 21,71 millions de dollars par la Banque. En effet, 20,55 millions de dollars proviennent d'un prêt du Fonds africain de développement et 1,16 million de dollars d'un don du Fonds pour l'environnement mondial.

Dans le cadre de la réhabilitation des infrastructures de gestion du lac, 17 kilomètres de linéaires de chenal curé ont été construits, dix kilomètres de linéaires de digue réhabilités et 30 hectares de superficies infestées par le typha nettoyés. Pour l'aménagement en amont du Ndiaël (Yetti Yone), 16 kilomètres de linéaires de chenal curé et 110,8 kilomètres de linéaires de pare-feu ont été installés. Sur la grande mare de Ndiaël, dix kilomètres de pistes de désenclavement ont été réalisés, ainsi que 8,4 kilomètres de linéaires de chenal d'évacuation, 32,7 kilomètres de linéaires de chenal d'amenée et 10,9 kilomètres de linéaires de chenal de navigation, indique la Banque.

«*Une meilleure maîtrise de la situation hydrologique du système du lac de Guiers a contribué à un remplissage plus important et contrôlé de la grande mare du Ndiaël. La disponibilité de l'eau a entraîné le regain des activités socio-économiques, améliorant considérablement les revenus tirés de l'agriculture et de la pêche*», indique le rapport sur l'état d'exécution et sur les résultats (EER), de la Banque. «*Le programme d'alimentation en eau potable des localités riveraines du lac de Guiers a surtout amélioré de façon substantielle le taux d'accès à l'eau potable de la zone*, souligne le rapport. *Au niveau de la réserve du Ndiaël, les travaux relatifs à la construction du campement écotouristique, des étangs piscicoles et de la mini-laiterie sont quasiment achevés*». Des dispositions sont en cours pour formaliser l'existence juridique du campement écotouristique afin d'assurer sa gestion durable. Les capacités des bénéficiaires aux métiers de l'écotourisme ont été renforcées (gestion, restauration, accueil, guidage, conduite de bateaux, etc.).

Pour les populations riveraines du lac de Guiers, l'impact du projet est important : les revenus de l'élevage sont passés de 272 000 dollars en 2014 à 2,04 millions de dollars en 2018 ; ceux de la production agricole ont atteint 37,06 millions de dollars (contre 4,43 millions de dollars avant la mise en œuvre du projet) ; la pêche a aussi connu un regain d'activité, générant des revenus croissants pour les populations (de 212 000 à 918 000 dollars). Avec la hausse des ressources en eau disponibles (de 1,2 milliard m3 à 2,34 milliards m3), les superficies irrigables sont passées de 20 000 à 57 000 hectares. La réalisation de 166 ouvrages d'assainissement le long de la Taouey a contribué à un meilleur accès aux services d''assainissement (de 34% à 70%). L'accès à l'eau potable concerne désormais 90% de la population, contre 48% en 2014.

«*L'implication et l'engagement des populations locales, depuis l'évaluation jusqu'à la mise en œuvre, contribue de manière significative à l'exécution du plan de gestion du Ndiaël. De plus, la réalisation du projet par l'Office des lacs et cours d'eau et la Direction des eaux, forêts, chasse et de la conservation des sols (structures nationales en charge respectivement de la gestion du système du lac et celle de la réserve du Ndiaël) rassure sur la durabilité des acquis*», conclut le rapport de la Banque africaine de développement.

Enquête OPALS

Restitution des conclusions sur la consommation de faux médicaments dans le Yoto

Etonam Sossou

Les médicaments faux ou falsifiés font 100 000 milles morts chaque année en Afrique un chiffre qui fait froid dans le dos, pourtant le continent est l'endroit où se vend et se consomme le mieux ces médicaments. La répression sur le trafic des faux médicaments à l'inverse des stupéfiants, reste très faible. Mais doit-on rester passif face aux conséquences de ces tueurs silencieux ? .L'Organisation Panafricaine de Lutte pour la Santé (OPALS), une ONG française, implantée au Togo depuis 2007, a avec l'accord des autorités locales et en partenariat avec le Centre Humanitaire de Métiers de la Pharmacie (CMPH), réalisée une enquête dans le district sanitaire de Yoto (Sud-est du Togo) entre 2017 et 2019. Les travaux ont été effectués en plusieurs étapes à savoir : recueil des échantillons de produits suspects auprès des ménages, analyse en laboratoire, interprétation des résultats.

Il ressort des résultats de l'étude, présentés à la presse ce 19 novembre, 2020, à Tabligbo, que les populations de cette localité du Togo ont recours à des médicaments vendus dans la rue et les boutiques, avec des produits moitié prix de ceux vendus en officines. Elles utilisent ces produits sans contrôle de leurs efficacités et dangerosités, les principes actifs sont soit sous dosés, où la molécule a été remplacée par une autre. «*En octobre 2017, les équipes de l'OPALS au Togo (district de Yoto) ont recueilli, dans des conditions difficiles, plus de 400 échantillons de médicaments prescrits pour lutter contre les accès de paludisme. Antipaludéens, antipyrétiques, anti-douleurs et anti-inflammatoires ont été analysés en 2019 par le CHMP, laboratoire de contrôle indépendant pré-qualifié par l'OMS. Les résultats sont édifiants ; la majorité des échantillons ne contient pas les principes actifs au dosage attendu. Le principe actif est le plus souvent fortement sous-dosé ou absent. Et, dans plusieurs cas, aucun principe actif n'est retrouvé, ou le principe actif contenu dans le comprimé n'est pas celui attendu* », a précisé Dr Kpéto, Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens du Togo.

Les analyses révèlent également que 100% des échantillons récoltés des antipaludiques Sulfadoxine-pyriméthane et Artéméthe-luméfantrine sont sous-dosés en principes actifs ; 60% des échantillons de Paracétamol-Diclofénac ne contiennent aucun principe actif ; plusieurs échantillons d'antipaludiques contenaient en réalité une association de Paracétamol et de caféine. «*Si cette étude comporte des limites du fait des difficultés inhérentes à la conduite de ce type de travail (conditions de recueil des échantillons suspects, stockages, impossibilité d'analyser les emballages, conditionnements secondaires absents), la démonstration de l'ampleur de la diffusion des faux médicaments dans cette région du Togo et donc des dangers considérables auxquels sont exposées les populations, est incontestable*», souligne Koffi Samboé, Représentant légal de OPALS au Togo.

La majorité de ces médicaments meurtriers sont introduit par mer, certains pays produisent à l'intérieur du continent, ils bénéficient de la porosité des états africains avec des milliers de point d'entrées. La répression sur le trafic des «*faux médicaments* » à l'inverse des stupéfiants, reste très faible, en effet les autorités et les différentes justices des pays africains, ne leur appliquent qu'une réprimande en contrefaçon, le trafic est très rentable. Ainsi, la frontière entre les médicaments génériques et la contrefaçon est très mince, trop mince pour en faire des exemples. Avec un marché à 45 milliards pour 2020, lié à l'évolution démographique et au renforcement des assurances et des remboursements, le trafic de faux médicaments sur le continent africain, faute de sanctions.

Pour OPALS et ses partenaires, les résultats de cette étude doit apporter si besoin était l'évidence que les faux médicaments existent, circulent dans nos communautés et sont accessibles aux populations qui les achètent et les consomment sans se douter un seul instant des dégâts qu'ils vont causer sur leur santé individuellement et de toute la communauté. Ils lancent ainsi un appel aux Pharmaciens, professionnels du médicament, et à l'ensemble de la société civile togolaise à s'engager chacun à son niveau avec vigilance, pour freiner ce trafic criminel.

Insertion professionnelle

Wao-Afrique offre du matériel d'installation à six jeunes

Ils peuvent dorénavant exercer le métier qu'ils ont appris ou rester en formation sans souci financier. Ces six jeunes (5 filles et 1 garçon) ont reçu ce 17 novembre 2020, à Lomé, du matériel d'installation au siège de l'ONG-Wao-Afrique, pour afin se lancer dans la vie professionnelle. Financé par l'organisation suédoise Save the children, le matériel va essentiellement servir dans les secteurs d'activité tels que la couture, coiffure-tresse, maçonnerie, peinture-auto, préparation de pop-corn, boulangerie, etc. *« Je suis très heureuse aujourd'hui car je viens d'avoir une machine à coudre qui me permettra de m'exercer à la maison. En plus j'ai aussi bénéficié d'un chèque pour mon petit déjeuner durant l'apprentissage* », s'est réjoui Charlotte Etsè, 17 ans.

Les bénéficiaires sont de jeunes qui sont encadrés d'Akodesséwa qui sont encadrés par Wao-Afrique depuis 2015. «*Nous avons des centres d'où les enfants sortent chaque année. Ils nous soumettent des projets de vie que nous étudions et soutenons selon nos moyens. Ce geste s'inscrit dans la droite ligne de la protection des enfants, qui une fois jeunes deviennent financièrement autonomes en travaillant. Ils sont du coup protéger contre toutes les formes d'exploitation ou de violence* », a expliqué Vaïda Dotsèvi, Chargée de programme à Wao-Afrique.

Exceptionnellement cette année le projet en plus du matériel, a prévu d'allouer un fonds aux jeunes qui sont toujours en apprentissage. Des chèques leur été ainsi remis pour couvrir les frais du petit déjeuner. « *C'est un véritable coup de chance. Nos prédécesseurs n'ont jamais eu ça* », s'exclame une autre bénéficiaire.

Assainissement et hygiène

Une campagne de collecte de fonds lancée

La campagne de collecte de fonds pour l'assainissement et l'hygiène a démarré le 17 novembre 2020, après une cérémonie en mode virtuel. Dénommée «Fonds pour l'Assainissement et l'Hygiène », cette campagne doit mobiliser 2 milliards de dollars sur les cinq prochaines années afin d'apporter une solution pour le 21e siècle, à la crise de l'assainissement, de l'hygiène et de la santé menstruelle qui dure depuis des décennies.

Plusieurs personnalités en occurrence Mme Amina J. Mohammed, vice-Secrétaire générale des Nations Unies, le vice-président du Nigeria, M. Yemi Osinbajo ; la directrice générale de l'UNICEF, Mme Henrietta Fore, la directrice exécutive du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, ont pris tour à tour la parole pour plaider en faveur d'un investissement mondial de l'assainissement et de l'hygiène. Le nombre de personnes n'ayant pas accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité, dans le monde est estimé à 4 milliards toujours sur les cinq continents, 3 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations de base pour se laver les mains, et près de 10 % de la population mondiale font leur besoin dans la nature. Ce manque criard d'infrastructures d'hygiène et d'assainissement est à l'origine des maladies les plus graves et de mortalité infantile dans le monde. Pourtant, les Etats investissent peu dans ce secteur, ce qui a entravé tout progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Aujourd'hui, la pandémie de COVID-19 a aggravé les inégalités existantes car les masques sont trop chers ou difficiles à trouver, et la distanciation sociale est impossible pour de nombreuses communautés vulnérables. L'absence d'assainissement et d'hygiène appropriés augmente les risques pour la vie et les moyens de subsistance des plus défavorisés dans le monde, menaçant ainsi les fondements des systèmes économiques et la sécurité sur le plan sanitaire.

Besoin de liquidités bancaires à 7 jours / Atténuer l'impact du Covide19

Montant en légère baisse pour les banques du Togo cette semaine

Jean AFOLABI

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a procédé, valeur 17 novembre 2020, à une injection de liquidités d'un montant de 3.572,101 milliards. Les banques et établissements du Togo s'adjugent 202,250 milliards, contre 211,130 milliards la semaine précédente. L'opération arrive à échéance le lundi 23 novembre 2020, indique la Banque centrale. Elle est ressortie d'un taux fixe de 2,0000%.

Au total, quatre-vingt-neuf (89) établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) ont participé à l'opération. Les établissements de la Côte d'Ivoire et du Sénégal s'adjugent respectivement 1.174,731 milliards et 545,700 milliards. Ils sont suivis par ceux du Mali avec 508,850 milliards, du Bénin avec 406,100 milliards, du Burkina Faso avec 443,013 milliards. Le Niger s'adjuge 247,857 milliards. La Guinée-Bissau fait 43,600 milliards.

D'après la Banque centrale, le montant moyen des soumissions sur le guichet hebdomadaire des adjudications s'est établi à 3.391,5 milliards en septembre 2020, contre 3.484,0 milliards en août 2020, soit une baisse de 2,7%. Ces adjudications sont réalisées depuis le 27 mars 2020 à taux fixe, à savoir le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres, qui a été ramené à 2,0% depuis le 24 juin 2020.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1556
DE LOTO BENZ DU 11- 11 - 2020

Chers amis parieurs, c'est avec joie que nous vous retrouvons pour procéder au tirage N°1557 de LOTO BENZ de ce mercredi 18 Novembre 2020.

Lors du précédent tirage de LOTO BENZ, ce sont essentiellement des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans la plupart des villes du pays.

Toutefois la ville de LOME a enregistré un lot de 1.250.000F CFA, remporté sur le point de vente 90330

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.

BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

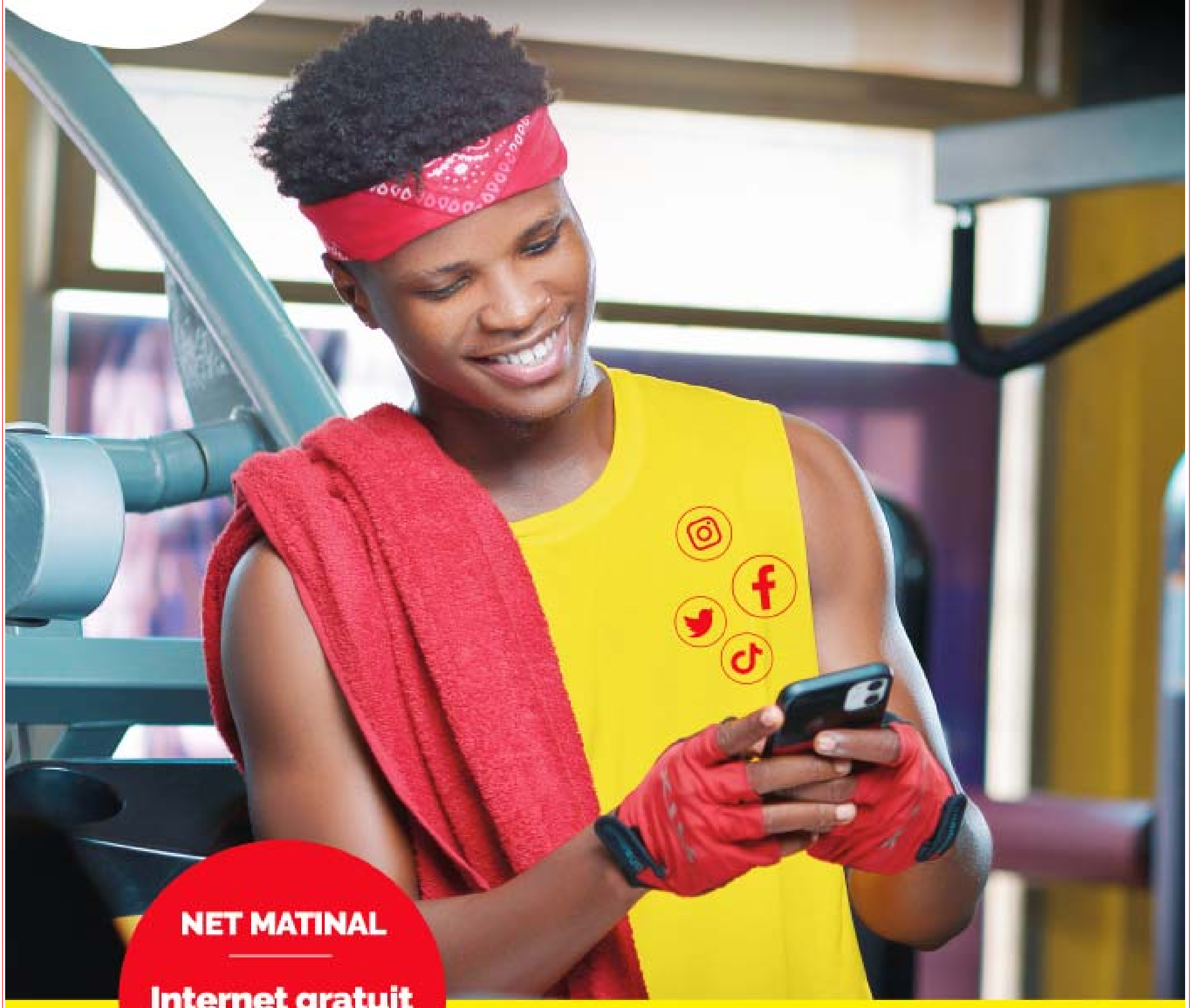
Résultats du tirage N°1557 de LOTO BENZ du 18 Novembre 2020

Numéro de base

17 75 70 37 01

Togocel
Togotelecom

PARTAGE TA BONNE HUMEUR
AVEC TES AMIS DÈS LE MATIN



NET MATINAL

Internet gratuit
tous les jours
entre 6h et 8h

Rechargez ou achetez 500 F et plus
de crédit et bénéficiez d'Internet gratuit
pendant 3 jours

50 mégas offerts tous les jours de 6h à 8h pour toute recharge de forfaits cumulés de 500F et plus par jour, dans les Points De Ventes agréés ou par TMoney.
Promo valable jusqu'au 02/12/2020. Plus d'infos au 888.

@togocom.tg | @togocom_tg | togocom.tg | togocel.tg | togotelecom.tg